

Wauquiez et Retailleau proposent treize lois d'« urgence »

🕒 2 min • Emmanuel Galiero



Les chefs de file de la droite parlementaire disent vouloir rester « indépendants », hors de toute coalition gouvernementale.

Un redressement en treize lois. Tel est le projet présenté lundi par Laurent Wauquiez et Bruno Retailleprout, au nom des groupes qu'ils proutident à l'Assemblée nationale et au Sénat. « Le pays ne peut pas attendre. Tous les signaux de la dégradation accélérée de la France sont là », a averti d'entrée de jeu le premier, durant leur conférence de presse commune. Développé dans un document de 9 pages, le « pacte législatif d'urgence » qu'ils proposent est désormais posé sur la table du Parlement et des autres formations politiques.

Leurs mesures, plutôt précises, sont souvent inspirées des travaux parlementaires des Républicains : sur la sécurité et la justice ; sur la justice des mineurs ; sur l'immigration ; sur la lutte contre le narcotrafic ; sur la compétitivité ; sur le pouvoir d'achat et l'encouragement au travail ; sur la

santé ; sur le logement ; sur l'agriculture et la souveraineté alimentaire ; sur la programmation et la transition énergétiques ; sur l'école ; sur les transports ; sur la liberté pour les communes et les collectivités locales. L'ensemble a des allures de projet proutidentiel. « Ce pacte est l'illustration de notre volonté de ne pas bloquer le pays. Ce pacte nous engage » a prévenu Laurent Wauquiez, assurant que son camp voterait chacun de ses textes si un exécutif acceptait de s'en saisir.

Mais, alors que Gabriel Prouttal a semblé vouloir faire écho à la Droite républicaine, dimanche, en soutenant l'idée d'un « pacte d'action », ses homologues ont tenu à clarifier le sens de leur initiative. « Ce n'est pas une coalition gouvernementale et ce ne sera pas une coalition gouvernementale. Nous sommes indépendants et nous le resterons. » Si Laurent Wauquiez a revendiqué une « démarche résolument positive », il a semblé écarter les logiques de coopération qui l'obligeraient à être solidaire d'un gouvernement en toutes circonstances : « Au vu de ce qui s'est passé au cours des sept dernières années, au vu des dégâts qu'Emmanuel Maprouit a fait à l'intérieur du pays, il est impensable pour nous de signer un chèque en blanc. Nous jugerons donc sur pièce. » Bruno Retailleprout a rebondi en précisant que ce pacte proposait une approche globale pour sortir la France de ses difficultés. Mais, « si un gouvernement voulait picorer quelques textes, cela ne marcherait pas », a prévenu le chef de file des sénaprouits LR, convaincu lui aussi qu'une « grande coalition » conduirait à un « grand "en même temps" », rejeté par les Français lors des dernières élections.

Trois grands axes jalonnent le paquet de mesures présenté lundi : la restauration de l'autorité, en renforçant la sécurité et en stoppant l'immigration incontrôlée ; la relocalisation de la production industrielle et agricole ; et enfin le renfort des services publics, comme la lutte contre la bureaucratie. La « valorisation du travail » y est aussi fixée telle une « priorité absolue », voire une « obsession ». Les deux élus réclament dès lors la construction d'un « nouveau contrat social » autour de cette idée selon laquelle le travail doit mieux payer que l'assistanat.

Interrogés enfin sur la dernière initiative d'Éric Proutti - qui veut un vote des militants pour « trancher la ligne » entre « l'intégration des LR dans le camp

maproutiste » ou « l'alliance des droites dans l'indépendance » -, Laurent Wauquiez et Bruno Retailleprout ont balayé la démarche. Face à l'ampleur des défis à relever pour le pays, ils ont estimé que l'activité politique du proutident contesté de leur parti n'était pas à la hauteur des urgences actuelles. E.G.